

| | | | |
|--------------------------------|---|------------------------|--|
| Votations 3 | International 11 | Écologie 12 | Histoire 14 |
| Une révision fiscale à rejeter | Procès colonial contre des militants anti-chlordécone | Le mirage du nucléaire | Témoignages de prisonniers de la dictature argentine |



Combattre la Loi CO₂ pour ancrer les luttes écologistes

Pandémie mondiale et pause estivale obligent, cela faisait plusieurs mois que les jeunes grévistes du climat n'avaient plus investi les rues du pays pour exiger une réelle prise en compte de l'urgence climatique. La reprise a eu lieu vendredi dernier 4 septembre, avec la première grève scolaire de l'année.

Sans surprise, les cortèges n'ont pas atteint le nombre de personnes mobilisées

lors des précédents événements: les mobilisations ont culminé à 1500-2000 personnes dans les villes de Genève et Lausanne, quand se rassemblaient parfois plus de 10 000 personnes aux mêmes endroits en mars 2020. En cause, le contexte de crise sanitaire qui met à mal la mobilisation, doublée d'une crise économique qui tend à générer un climat de peur sociale peu propice à encourager la population à descendre dans la rue.

Néanmoins, il faut relever les aspects globalement positifs de cette rentrée politique de la Grève du climat. Le fait même d'être parvenu à réinvestir le pavé est, vu le contexte, un succès. Les cortèges étaient pour l'essentiel composés de jeunes, voire très jeunes, montrant que la nouvelle génération reste à la tête du mouvement écologiste. Et le fort écho médiatique dont ont bénéficié les collectifs régionaux illustre la place centrale que joue le mouvement dans le débat public.

C'est le propre de tout mouvement social que de vivre des périodes de flux et de reflux; il faut savoir composer avec ses rythmes. D'évidence, le mouvement de grève du climat n'est, en Suisse, plus dans une période 

ascendante. Il s'agit de parvenir à dépasser le caractère cyclique de ses actions, notamment en les focalisant sur des campagnes et des revendications concrètes, démontrant la capacité du mouvement à agir sur la réalité.

Dans ce sens, on peut se réjouir que le projet de loi sur le CO₂ ait été au cœur des cibles des manifestant-e-s du 4 septembre. Ce projet voudrait faire payer l'essentiel de la facture climatique aux classes populaires par des mesures inefficaces sur le plan écologique. En parallèle, elle ne touche pas aux activités des banques, des assurances et des sociétés multinationales, dont les transactions financières sont pourtant responsables d'émissions vingt fois plus importantes que celles de toute la population suisse. C'est pour ces raisons que notre conseillère nationale Stefanie Prezioso s'est opposée à ce projet lors du débat de la session parlementaire de juin 2020.

Pour l'heure, deux camps politiques s'opposent sur ce projet: d'un côté, l'UDC, pour qui le contenu de la loi mettrait à mal les intérêts économiques; de l'autre, tous les autres partis de gouvernement, pour qui les mesures proposées seraient à la hauteur de la situation. Une dichotomie trompeuse, dans laquelle un discours écologiste conséquent n'a pas vraiment sa place.

Il est donc urgent que, dans ce débat, apparaisse une troisième voix qui refuse d'opposer le *moins mal* au *toujours pire*. Refuser l'arnaque libérale de la Loi sur le CO₂, peut ouvrir un espace politique aux jeunes grévistes pour exister dans ce débat crucial pour les années à venir.

Il ne s'agit pas uniquement de dénoncer, mais aussi de se doter des outils qui permettent de s'imposer comme un acteur incontournable du débat. En face, l'UDC l'a bien compris en annonçant d'emblée le lancement d'un référendum. La Grève du climat serait bien inspirée d'en faire de même et ne pas laisser le monopole de la contestation aux éléments les plus réactionnaires du camp bourgeois. Le mouvement pourrait en tous les cas compter sur le soutien actif de solidaritéS pour y parvenir.

Pierre Conscience

AGENDA

Fribourg

JE 17 SEPTEMBRE 20 H
L'ÉPUISEMENT MILITANT
Débat avec les In-formations continues
La Coutellerie, Fribourg

Neuchâtel

MA 15 SEPTEMBRE 18 H 30
UNE VIE DE MIGRANT: LÉONARDO ZANIER, SYNDICALISTE ET POÈTE
Présentation du livre en présence de l'auteur Paolo Barcetta
Colonia libera italianna, Neuchâtel

MA 22 SEPTEMBRE 18 H 30
JUSTICE AU CŒUR
Les éditions de L'Aire présentent le livre de Théo Buss
Musée d'art et d'histoire-Neuchâtel
Inscription jusqu'au 15 septembre à justiceaucoeur@protonmail.com

Manifestation

NON À LA CASSE SOCIALE! OUI À LA DIGNITÉ AU TRAVAIL!

11 h

Aéroport de Genève

Une première pour le secteur du trafic aérien: les personnels et les syndicats des aéroports de Zurich et de Genève se mobilisent ensemble pour contrer les attaques patronales.

Les négociations entre la direction d'Air France-KLM et les syndicats ont tourné court ces derniers jours. La compagnie l'avoue elle-même: les licenciements, délocalisations et recours à des sous-traitants externes étaient prévus bien avant la crise sanitaire. Concrètement, les activités délocalisables vont être transférées à Budapest, où le salaire moyen se situe aux alentours de 600 euros. Celles qui sont indispensables sur place, comme les guichets ou l'orientation du public, seront sous-traitées à DNATA (société émiratie de service au sol au cœur de l'affaire Maudet...). Air France, qui a déjà délocalisé son call center au Caire, poursuit sa politique de rentabilité à court terme alors même que la crise sanitaire mondiale nécessite une remise en cause de cette logique mortifère!

Rappelons que la compagnie aérienne franco-hollandaise a bénéficié de 7 milliards d'euros d'aide publique du gouvernement français et de 3 milliards des Pays-Bas pour...

Vaud

SA 3 OCTOBRE 14 H – 18 H
8^e FORUM CONTRE LA SPÉCULATION SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES
Deux plénières à huis clos en raison de la situation sanitaire diffusées en direct sur la page Facebook du collectif Stop Pillage.

- ① LIBRE-ÉCHANGE, AGROBUSINESS, VIANDE ET CLIMAT: QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AGRICULTURE, AVEC:
 - Isolda Agazzi (Alliance Sud)
 - Michelle Zufferey (Uniterre)
 - Mathias Schlegel (Greenpeace)
 - Joseph Jaccaz (PEA)
 - ② L'INITIATIVE « MULTINATIONALES RESPONSABLES », AVEC:
 - Lionel Frei (Solidar)
 - Sandro Leuenberger (Alliance Climatique)
 - Emma Lunghi (Pages de gauche)
 - Pierre Bayenet (solidaritéS)
- Facebook.com/StopPillage**

Vendredi 11 septembre

| | | |
|--|-------------------|--------------------------|
| Impressum | Tirage | Maquette et mise en page |
| 5 000 exemplaires | 23 n° par an | Niels Wehrspann |
| Éditeur | Comité éditorial | Joëlle Sanchez |
| Journal solidarités | Laura Cazador | Redaction |
| Casse postale 2089 | Pierre Conscience | Gaëlle Kovalliv |
| 1211 Genève 2 | Joseph Daher | Marc Leemann |
| T +41 22 740 07 40 | Margaux Long | Gabrielle Lima |
| E journal@solidarites.ch | Aude Martenot | Pascal Vosticki |
| W solidarites.ch/journal | | Françoise Wos |

| | | |
|---|--|--------|
| Abonnements | Annuel | fr. 80 |
| Etudiant-e-s, chômeur-s.euse-s, AVS/Al... | | |
| Soutien | 150 | |
| 3 mois à l'essai | Gratuit | |
| Pour payer: | CCP 17-216950-1 | |
| Demandes d'abonnement et changements d'adresse: | IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1 | |
| | T +41 22 740 07 40 | |
| | E info@solidarites.ch | |
| | W solidarites.ch/geneve | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| Genève | Fribourg/Fribourg | Neuchâtel | Vaud |
| 25, rue des Gares | Casse postale 1464 | Casse postale 3105 | 5 place Chauderon |
| Casse postale 2089 | 1701 Fribourg | 2001 Neuchâtel | 1003 Lausanne |
| 1211 Genève 2 | E fribourg@solidarites.ch | T +41 77 502 79 53 | T +41 79 302 38 34 |
| T +41 22 740 07 40 | T +41 79 326 31 34 | E ne@solidarites.ch | E vau@solidarites.ch |
| E info@solidarites.ch | | W solidarites.ch/ne | W solidarites.ch/vaud |
| W solidarites.ch/geneve | | | |

UNE RÉVISION FISCALE À REJETER

Le 27 septembre prochain, le corps électoral se prononcera entre autres sur l'augmentation de la déduction fiscale pour enfants dans l'impôt fédéral direct. Les partis de gauche, qui ont lancé le référendum contre cette révision, appellent à refuser une mesure qui profitera de manière disproportionnée aux familles les plus aisées.

En 2019, peu avant les élections fédérales, le gouvernement a soumis au Parlement une proposition d'augmenter la déduction maximale possible dans l'impôt fédéral direct (IFD) pour les frais de garde par des tiers. La mesure, visant à favoriser l'accès des femmes à l'emploi salarié, aurait coûté 10 millions de francs aux caisses publiques.

Mais sur proposition d'un député du PDC, soutenu par les élu-e-s de l'UDC et du PLR, une majorité du Parlement a décidé d'y ajouter une augmentation de la déduction générale pour enfant, qui passerait de 6500 à 10000 francs. Cette mesure, qui n'a pas de lien direct avec la problématique des frais de garde, entraînerait une perte de 370 millions de francs par an pour la Confédération et les cantons (ceux-ci touchent une part de l'IFD). Relevons en passant que cette somme est supérieure à quelque 200 millions de francs que coûterait le congé-paternité de deux semaines, pourtant combattu par l'UDC et le PLR en vue des votations du 27 septembre.

Les 370 millions de francs d'allègements fiscaux seraient avant tout encaissés par les familles déclarant les plus hauts revenus : 22% des familles, touchant plus de 100 000 francs de revenu imposable, bénéficieraient de 70% de la baisse d'impôt.

À l'inverse, 44% des familles ne toucheront rien, parce qu'elles ont des revenus trop modestes et ne sont pas soumises à l'IFD : c'est le cas par exemple d'une mère célibataire avec deux enfants et 80 000 francs de revenu brut annuel.

Cette révision est tellement injuste et coûteuse que même le chef du Département des finances Ueli Maurer l'a combattue lors du débat parlementaire. Les Verts libéraux appellent également à la rejeter en votation. Décidée à la veille des élections fédérales par les partis bourgeois, dans une optique purement clientéliste, ce projet apparaît comme particulièrement malvenu suite à la pandémie de

Covid-19, qui met les finances publiques sous forte pression.

Il existerait, pour la Confédération, de nombreux autres moyens d'aider les familles avec enfants qui en ont besoin, par exemple l'augmentation des réductions de primes-maladie. Bien que l'assurance-maladie soit une dépense très lourde pour de nombreuses familles modestes, la Confédération et les cantons ne versent que 4,5 milliards par an pour des réductions de primes, soit un budget inférieur à celui de l'armée.

Hadrien Buclin



La réforme profitera surtout aux 22% des familles les plus riches, qui gagnent plus de 100 000 francs par an.

PUISER DANS LES RÉSERVES DES CAISSES POUR VENIR EN AIDE AUX HÔPITAUX

La pandémie a touché de plein fouet les hôpitaux, contraints par le Conseil fédéral d'interdire les interventions non urgentes. Cette mesure a généré d'importants déficits... imposant aux cantons de renflouer les caisses de leurs hôpitaux. Ensemble à Gauche veut mettre les caisses maladie à contribution, via leurs réserves colossales, et travaille à la constitution d'un front capable d'arracher une telle mesure à Berne.

Personne ne veut participer au renflouement des hôpitaux pourtant tant applaudis durant la crise. La faitière des assureurs, Curafutura, estime que la responsabilité de cette situation incombe à la Confédération. De son côté, le Conseil fédéral, qui aurait dû modifier la LAMal par voie d'ordonnance durant la crise ou mettre sur pied une tarification adaptée au coronavirus, a annoncé que la Confédération n'y participerait pas.

Les cantons assument donc pour l'instant seuls cette responsabilité... À Genève, une rallonge de 115 millions a été votée afin de régler une facture mêlant surcoûts liés au Covid-19 et manque à gagner dû au report des interventions urgentes.

À l'heure où les dépenses publiques liées à la pandémie explosent et où les recettes fiscales se contractent en raison de la crise et des effets de RFFA, une solution solidaire doit être trouvée. Pour EàG, c'est aux caisses de prendre en charge ces déficits. Leurs réserves, plus de 8 milliards, sont constituées afin de faire face à des situations exceptionnelles. Nous y sommes et nous nous battons afin de faire passer à la caisse ceux qui se gavent depuis si longtemps!

SP

LES ENTRAVES AU DROIT DE MANIFESTER CONTINUENT

Le 25 août, la Coordination genevoise pour le droit de manifester (CGDM) a donné une conférence de presse pour rappeler les obstacles que rencontrent les collectifs qui tentent d'organiser des manifestations sur le Canton.

Depuis l'adoption en 2012 de la nouvelle loi genevoise sur les manifestations, initiée par le procureur général actuel Olivier Jornot, la répression policière de cette liberté fondamentale ne fait qu'augmenter (*solidarités* n° 354). Les amendes délivrées à l'encontre des personnes qui demandent une autorisation sont pléthores. Et même si ces dernières sont systématiquement cassées par la justice au tribunal, l'effort qu'il faut déployer pour se défendre est lourd. Seuls les collectifs bien organisés, avec des ressources financières, ne sont pas rebutés d'entrée de jeu.

La CGDM a appelé à soutenir la Critical Mass, une manifestation mensuelle qui ne requiert traditionnellement pas d'autorisation, et qui connaît ces derniers mois une augmentation des amendes délivrées à ses participant-e-s. Elle a aussi appelé à se rendre le 27 août devant le Palais de justice, en soutien d'une militante ayant contesté une amende de police sanctionnant un « débordement de trottoir » dans le cadre d'un rassemblement devant le Grand Conseil demandant la libération d'Ayop, l'une des victimes de l'incendie du foyer des Tattes de 2014. Le 1^{er} septembre, le tribunal a rendu son verdict: une amende diminuée de moitié. Encore trop cher payé pour seulement avoir exercé un droit démocratique! **AM**

UNE DÉCLARATION DE GUERRE CONTRE LES SALARIÉ·E·S

Le projet de budget 2021 du Conseil d'État sera présenté le 17 septembre mais les grands éléments ont déjà fuité dans la presse. Le gouvernement compte faire payer la crise aux salarié-e-s de la fonction publique.

Le gouvernement prévoit notamment d'imposer une semaine de congé non payé à l'ensemble des salarié-e-s du grand État, ce qui représente une baisse des salaires de 1,92%. Il s'attaque également à la répartition des cotisations pour la CPEG en augmentant la part à charge des employé-e-s. Cela représenterait un transfert de charges de 70 millions pour les salarié-e-s de la fonction publique.

Les travailleuses du secteur privé sont également concerné-e-s. Si de telles mesures étaient imposées au public, cela représenterait un signal catastro-

phique au patronat qui réclame déjà des baisses de salaires.

Il est essentiel d'organiser immédiatement la riposte à travers une mobilisation large, capable de mettre en échec ce budget d'austérité. Parallèlement, Ensemble à Gauche poursuivra son combat pour augmenter l'imposition des grosses fortunes afin de garantir le financement des services publics et des prestations à la population.

Zéro pertes: assurer le financement des services publics

Le 27 septembre, la population se prononcera sur l'initiative

cantonale « Zéro pertes ». Lancée en 2018 par tous les partis de gauche et les syndicats, celle-ci vise à garantir le financement des services publics et des prestations à la population. Les réformes de la fiscalité fédérales ne pourront plus se traduire par une diminution des rentrées fiscales pour le Canton de Genève. L'initiative comprend également le renforcement de la progressivité de l'impôt et la lutte contre la concurrence fiscale entre les cantons. Alors que la RFFA et la crise ont largement dégradé les finances publiques, il est essentiel de voter *oui!*

Jean Burgermeister

23 FRANCS, C'EST UN MINIMUM!

À Genève, près de 10% des salarié-e-s ont un salaire inférieur à 23 francs de l'heure, soit moins de 4000 pour un temps plein. Ces salaires de misère ne permettent pas de vivre dignement, qui plus est dans une des villes les plus chères au monde, sans recourir à des aides publiques.

L'initiative en faveur d'un salaire minimum fixe un seuil sous lequel plus aucun-e employeur-euse ne

pourrait engager quelqu'un-e. Elle limiterait les abus patronaux responsables du dumping et permettrait de lutter contre une précarité rampante causée par des bas salaires.

On estime que c'est 30 000 personnes, dont les deux tiers de femmes, qui verraient leur quotidien légèrement amélioré si l'initiative était acceptée en votation. Cette inégalité de genre est la

conséquence des discriminations salariales, mais surtout de la dévalorisation du travail des femmes dans la société patriarcale.

Pourtant, la crise du Covid-19 l'a démontré, ces métiers dits « féminins » sous-payés sont essentiels au fonctionnement et à la survie de notre société. Toutes ces femmes en première ligne en temps de crise méritent d'être rétribuées dignement. Les applaudissements ne suffisent plus. **DG**

Eric Roset



Grève du climat C'est sur les thématiques de l'alimentation locale et de l'agriculture écologique et paysanne mais aussi de l'écoféminisme que la Grève du climat genevoise a décidé d'organiser sa rentrée. Plus de 1000 personnes ont défilé dans les rues genevoises. Si l'affluence ne fut certes pas massive, on a toutefois pu observer un rajeunissement et une féminisation des participant-e-s avec la présence entre autres d'un bloc féministe armé de percussions artisanales. **DG**

L'ÉNERGIE ET LA MOINDRE MESURE

En 2010, la loi sur l'énergie cantonale neuchâteloise s'était vue contrecarrée par un référendum qui avait alors fait capoter la réforme énergétique. Malheureusement, la nouvelle mouture de la loi, acceptée par le parlement début septembre, est bien insuffisante au vu du contexte actuel.

La nouvelle loi ne tient aucunement compte de l'état d'urgence actuel, j'en veux pour preuve qu'elle n'envisage même pas la fin du recours aux énergies fossiles.

Certes, elle amène quelques améliorations, bien insuffisantes. Premièrement, celle-ci pose les jalons d'un fort encouragement de la voiture électrique alors que l'approvisionnement en énergie renouvelable n'est pas garanti.

À l'heure actuelle, près de 40% de l'électricité européenne est produite par le charbon. Qu'en sera-t-il lorsque tout le parc automobile sera converti à l'électricité (l'impact de la voiture électrique sur le réchauffement climatique est, dans le meilleur des cas, égal à 70% de celui d'une voiture à essence)? La production comme le recyclage des batteries sont très polluants. De plus, les problèmes sociaux et sanitaires, notamment le travail des enfants, liés à l'extraction et au raffinage de métaux rares dans les pays du sud sont

alarmants. La voiture électrique ne fera qu'accroître la domination et l'écrasement du capitalisme «vert» sur les pays du sud.

Deuxièmement, la réduction du gouffre énergétique lié au chauffage des bâtiments doit être une

priorité. Le recours au chauffage aux énergies renouvelables doit être encouragé par des mesures contraignantes. Certes, les Verts ont réussi à faire passer un amendement qui réclame que lors du remplacement de chaudière, les

énergies renouvelables puissent être privilégiées, mais les effets n'aboutiront jamais sans mesures coercitives.

Les surcoûts de ces améliorations ne devraient en aucun cas être répercutés sur les loyers des locataires puisque la valeur immobilière augmentera.

Nous devons mener une politique de conviction qui ne se contente pas de la moindre mesure. Le réchauffement climatique n'attend pas. La menace du référendum a joué les marchands de sable (bitumineux) et endormi tout le monde, tous les groupes ont accepté une loi sur l'énergie en 2020 qui ne tend pas vers la sortie des énergies fossiles, et ça, c'est inacceptable.

Zoé Bachmann



Grève du climat, Neuchâtel, 4 septembre 2020

Fribourg

TRANSPORTS PUBLICS ET GRATUITS

Quatre organisations de jeunesse lancent au début septembre une initiative cantonale pour des transports publics gratuits. À vos stylos!

La discussion est nourrie depuis quelques années à Fribourg. Après les tumultes autour des transports publics gratuits pour les élèves des écoles, les propositions en faveur des personnes à la retraite, voilà le débat lancé sur la gratuité pour tout le monde. Les jeunes du PS, du POP,

de solidaritéS et des Vert-e-s se sont réunis autour d'une initiative populaire cantonale.

Des motifs sociaux et écologiques justifient pleinement cette gratuité. Elle permettrait d'alléger les dépenses des ménages, en particulier pour les familles à revenus modestes. Elle faciliterait l'intégration sociale de certaines caté-

gories, notamment les personnes âgées. Les transports publics gratuits sont un puissant moyen de réduire les émissions de CO₂. Sur les 16 millions de tonnes produites par les carburants en 2018, les trois quarts le sont par les voitures de tourisme. La santé publique y trouverait également son compte, par la diminution des particules fines, des nuisances sonores ainsi que des accidents de la route.

Une politique au rabais

Les Transports Publics Fribourgeois s'entêtent aujourd'hui encore dans une politique onéreuse et tatillonne de contrôle des titres de transport. Ils développent une politique de rabais extrêmement lourde et compliquée, comme le JobAbo: il faut l'accord de l'employeur,

qui finance une partie de l'abonnement de son personnel par le biais de Rail Checks qui sont ensuite facturés deux fois par mois selon l'utilisation! Bref, on peut faire mieux. Surtout que deux tiers des coûts sont aujourd'hui déjà pris en charge par l'impôt. Le commentaire de l'initiative indique que les coûts supplémentaires pourraient être financés par une augmentation de l'impôt sur les successions, sur la fortune ou sur les hauts revenus. Pour ne pas contrevenir à «l'unité de la matière», l'initiative se borne toutefois à renvoyer à l'impôt général.

Il y a 6000 signatures à récolter jusqu'au 3 décembre. Pas si facile avec ce virus qui gêne les activités. Faire aboutir l'initiative sera donc déjà un succès.

Pierre Girardet

LA PRESSION MONTE CONTRE L'AÉROPORT DE LA BLÉCHERETTE

Une manifestation est organisée le samedi 19 septembre prochain par L'Assemblée citoyenne Pierrefleur & Boisy. Les habitants des quartiers limitrophes de l'aéroport réclament sa fermeture.

Des initiatives contre l'aéroport de la Blécherette sont de plus en plus fréquentes, tant au Conseil communal que dans la rue. En novembre 2019, face à l'augmentation des nuisances et l'inefficacité de mesures prises jusqu'à présent par la Municipalité afin de limiter celles-ci, quatre élus Ensemble à Gauche et deux élus

Vert-e-s déposaient un nouveau postulat au Conseil communal de la ville de Lausanne demandant la fermeture de l'aéroport de la Blécherette (*solidarités* n° 360).

Opposition sur tous les fronts

Le 17 juillet 2020, des jeunes militant-e-s de Youth XR Lausanne,

groupe jeune du mouvement Extinction Rebellion, ont bloqué l'aéroport pendant quelques heures. Ils-elles se sont installé-e-s sur la piste et y ont déversé de l'huile teintée de rouge. Les activistes ont exigé la fermeture de l'aéroport.

Aujourd'hui, L'Assemblée citoyenne Pierrefleur & Boisy dénonce également la situation et appelle à une nouvelle manifestation contre les 36 000 vols annuels recensés à la Blécherette. Ce chiffre pourrait même être plus élevé. Des statistiques précises sont inaccessibles au public. Ainsi, les nuisances sonores et la pollution atmosphérique provoquées par les vols sont de plus en plus importantes pour tou-te-s les riverains, tant de la commune de Lausanne que des communes limitrophes. Une telle infrastructure est également une atteinte à la biodiversité. Le site de l'aéroport se trouve même en partie sur une zone classée par le canton de Vaud comme « territoire d'intérêt biologique supérieur ».

Face à l'insanité écologique: résistances!

À contre-pied de la résistance des riverain-e-s et militant-e-s écologistes, des entreprises souhaitent augmenter leur activité à l'aéroport. La compagnie NV Logistics active dans le fret international indiquait ce printemps le développement d'une ligne Lausanne-Bournemouth, dans le sud de l'Angleterre (*Keystone-ATS*, 3 avril 2020) – une aberration totale. Soyons d'autant plus nombreuses et nombreux à lutter contre l'aéroport et pour sa reconversion écologique et solidaire. La surface occupée par l'aéroport doit répondre aux objectifs du plus grand nombre. La construction de logements à loyers abordables et le développement d'une agriculture de proximité peuvent être une voie.

Julien Nagel

Samedi 19 septembre 2020
15 h place de la Riponne



Action de Extinction Rebellion à l'aéroport de la Blécherette, juillet 2020

TA MAIN DANS MON VERRE, MON POING DANS TA GUEULE!

Durant l'été, on a vu se démultiplier sur les réseaux sociaux des témoignages de femmes qui relataient des cas de consommation involontaire de GHB dans différents bars et lieux de fête lausannois.

L'absorption non consentie et non maîtrisée de GHB provoque des effets tels que des vertiges et pertes de conscience, des vomisse-

ments, une perte généralisée du contrôle de son corps. Cette substance – également connue sous le nom de drogue du violeur – est régulièrement mise

en cause dans des cas d'agressions sexistes et sexuelles.

La police lausannoise a rapidement assuré qu'elle prenait très à cœur le problème et souhaitait tout mettre en œuvre pour « protéger les victimes ». Or, de nombreuses personnes rapportent avoir essayé en vain de trouver du soutien auprès des policier-ère-s, qui ont souvent rechigné à prendre leur plainte, voire les en ont découragées. Dans un communiqué de presse du 12 août dernier, les forces de l'ordre recommandent aux potentielles victimes de « bien surveiller leurs boissons » et de ne pas en accepter d'inconnus. En revanche, nulle

trace d'une campagne de prévention adressées à ces « inconnus » et aux prédateurs. Le message est clair: boys will be boys et les femmes doivent vivre avec.

En parallèle, des militantes féministes ont organisé des tournées d'affichage dans les bars de la ville, proposant des flyers qui prônent l'écoute, la solidarité et la bienveillance lorsque de telles agressions sont suspectées. L'auto-organisation et la sororité ont une nouvelle fois fait leurs preuves face à l'incapacité des autorités à prendre correctement en charge la question des violences sexistes et sexuelles.

Noémie Rentsch



Manifestation à Brasília, 7 septembre 2020

International **En mouvement** **Fora Bolsonaro-Mourão**

ORGANISONS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Actuellement, plus de 120 000 vies ont été perdues au Brésil en raison du Covid-19, soit, 14,3% du nombre de victimes à l'échelle mondiale. Malgré le génocide en cours dans le pays, Jair Bolsonaro s'obstine à banaliser la pandémie et refuse de prendre de réelles mesures pour empêcher la propagation incontrôlable du virus. Sa minimisation de la crise et son mépris pour les normes sanitaires reflètent les inégalités structurelles qui traversent le pays, car la mort touche majoritairement les personnes pauvres, et spécifiquement noir-e-s.

Mourir de la maladie ou de la faim

Outre le Covid-19, un autre danger menace les Brésilien-ne-s : celui de la récession. Au deuxième trimestre, le PIB a chuté de 9,7%, le pays compte 12,7 millions de chômeurs-euses, pour la plupart des

femmes, des jeunes et des personnes noires. Le président, main dans la main avec le patronat, en a profité pour faire passer des contre-réformes travaillistes.

Pour faire face aux difficultés économiques générées par la pandémie, plus de 43% de la

population survit grâce à la rente d'urgence. Si un investissement massif dans le service public est nécessaire pour sauver des vies, Bolsonaro et Paulo Guedes préfèrent honorer l'amendement constitutionnel pour le gel des dépenses publiques – signé en

2016 pour une durée de 20 ans – afin de garder le soutien de la bourgeoisie. Bolsonaro laisse ainsi le choix à la population de mourir de la maladie maintenant, ou de faim au sortir de la pandémie.

Organiser la solidarité internationale

Si la pandémie pose un obstacle pour descendre dans les rues, elle n'a pas empêché l'éclatement de mobilisations, comme la grève nationale de deux jours des livreurs, la campagne contre la réouverture des écoles, et l'impressionnante grève de la poste qui dure depuis le 17 août. Nous devons renforcer ces luttes!

Car la pandémie agit comme un révélateur d'inégalités et frappe de plein fouet les personnes les plus vulnérables. L'heure est à la solidarité et à l'unité. Pour soutenir les luttes au Brésil, et organiser la communauté brésilienne en Suisse autour d'un mot d'ordre: virer Bolsonaro et Mourão pour sauver des vies!

Le Comité Fora Bolsonaro-Mourão a été créé le 10 juillet dernier. Réunissant des militant-e-s de partis, syndicats et mouvements sociaux de gauche issu-e-s de la migration brésilienne et latino-américaine à Genève, le comité est soutenu par des organisations politiques et syndicales suisses, comme solidaritéS et le SSP. Mais notre tâche est aussi de dénoncer la complicité de la Suisse avec ce gouvernement, et les intérêts de nos multinationales qui font passer leurs profits au détriment des vies de milliers de personnes au Brésil et ailleurs. Nous appelons à la création de ces comités partout! Notre soutien est nécessaire! Nos destins sont liés.

Gabriella Lima

RECU DU DROIT À L'AVORTEMENT

Suite à l'avortement légal d'une jeune fille de 10 ans, mise enceinte par son oncle, le Brésil durcit sa réglementation sur l'avortement en cas de viol. Désormais, les médecins auront l'obligation de proposer à la femme de voir le fœtus ou l'embryon et d'avertir la police avant de passer à l'opération.

Le nouveau règlement a été publié le 28 août par le ministère de la santé. Il stipule également que les femmes qui souhaitent avorter doivent détailler ce qui s'est passé au moment du rapport, et être en mesure de le prouver, sous peine d'être poursuivies en justice. Alors que l'avortement n'est légal qu'en cas de viol, il ne s'agit pas seulement d'une

tentative de criminalisation, mais aussi d'un outil de violence psychologique, de par l'usage de l'échographie à des fins de dissuasion, ou encore l'obligation pour les victimes de déposer plainte contre leur gré et de se justifier sur leur agression.

À ce propos, la ministre de la femme, Damares Alves, une pasteure ouvertement anti-avortement, répond que « son gouvernement lutte pour la vie, tout comme le Brésil qui l'a élu »,

démontrant ainsi son incapacité à protéger la vie d'une enfant; car après avoir été violée pendant près de la moitié de sa vie, la jeune fille a vu son identité, sa situation et sa localisation exposées au public par des proches de la ministre, et son droit à l'avortement mis en cause. La lutte pour nos droits reproductifs ne doit pas s'arrêter à nos pays. Face à toutes les attaques sexistes contre nos droits et libertés fondamentales, nous résisterons!

GL

COMMENT VENIR À BOUT D'UN CAPITALISME MORTIFÈRE ?

Le capitalisme met en cause la survie de l'humanité sur terre. Il réduit le prix du travail de reproduction de la force de travail lorsqu'il ne peut le faire porter gratuitement par les femmes au sein de la famille. Comment en venir à bout en mettant la défense de la vie au centre ?

Depuis plusieurs mois, avec l'émergence du Covid-19, la nécessité impérieuse de rompre avec un système mortifère, scandée au cours des dernières années dans les manifestations pour la justice climatique, s'est incarnée on ne peut plus concrètement dans la vie de centaines de millions de personnes. La pandémie, liée aux conséquences de la globalisation capitaliste, qui menace le climat, la biodiversité, et par là la santé des êtres humains, a mis le feu aux poudres.

Elle a brutalement donné corps à cette image terrifiante proposée par l'économiste marxiste Jean-Marie Harribey selon laquelle le capitalisme mondial serait un « trou noir » en passe « d'engloutir » les activités humaines, la nature, le vivant, les connaissances, etc. « Engloutir, c'est-à-dire tout soumettre à la loi de la rentabilité, du profit et de l'accumulation du capital » (*Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, 2020).

La vie au centre de nos préoccupations

Les raisons pour lesquelles les femmes de nombreux pays ont fait grève et sont descendues massivement dans les rues depuis trois ans, mais aussi celles pour lesquelles des millions de jeunes ont manifesté pour le climat, ont soudain acquis la force de l'évidence pour de larges

secteurs de la population. Ces deux mouvements affichent en effet certaines préoccupations communes en plaçant « la vie » au centre de leur combat : la terre nourricière, l'alimentation, l'eau mais aussi « les nutriments sociaux nécessaires à une vie épanouie » (Tithi Bhattacharya).

De quoi s'agit-il ? Des soins au quotidien et plus encore en cas de maladie, notamment aux personnes âgées, ainsi que de la prise en charge et de l'éducation des enfants, assurés en partie au sein de la famille ; des revenus monétaires (salaires, retraites, assurances et aides sociales diverses) permettant d'acquiescer l'indispensable sur le marché ; des services publics mettant l'éducation, la santé, les transports, le logement à la portée de toutes et tous ; du temps libre pour se parler, pour participer, pour s'engager, pour créer...

Placer la vie au centre permet ainsi de se réapproprier les questions essentielles soulevées par les écoféministes du Sud global – de ce tiers état du monde qui avait été l'épicentre de la révolution dans les décennies d'après-guerre ; un féminisme ancré dans un « territoire de vie », populaire, et pour cela à la base d'expériences de vie communautaires et de luttes anti-impérialistes contre les multinationales (de l'eau, des mines, du pétrole ou de l'agriculture).

C'est en partant de ces considérations que des camarades ont pu écrire dans notre bimensuel, à

la veille de la grève des femmes/féministe de juin 2020, que désormais « les féministes marxistes révolutionnaires avaient [...] trouvé plus pertinent d'analyser le système selon la contradiction capital/vie, englobant tant la préservation des humain-e-s que de l'environnement, au lieu de la traditionnelle contradiction capital/travail. » En partie, elles avaient raison.

Oui, le capital s'oppose à la vie car il épuise les deux sources de toute richesse : le travail humain et la nature. En ce sens, la contradiction ne cesse de s'aiguiser entre le capital et les conditions mêmes d'existence de l'espèce humaine sur terre. Et par là, le capitalisme pourrait saper les bases objectives de sa propre pérennité pour donner naissance à une forme sans précédent de « barbarie ». En effet, ce mode de production, comme le soulignait Marx, tend inexorablement à semer la mort. Parce qu'il « a de si < bonnes raisons > pour nier les souffrances de la population ouvrière qui l'entoure », il n'est pas plus détourné de ses objectifs « par la perspective de la pourriture de l'humanité et finalement par sa dépopulation que par la chute possible de la terre sur le soleil. (...) Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société » (*Le Capital*, Livre I). Et l'ordre néolibéral a accéléré ces tendances destructrices.

Pour autant, la « vieille » contradiction capital/travail reste bien au cœur de la lutte pour renverser le capitalisme et instaurer une société des producteurs-trices associé-e-s, réconciliée avec la nature.

Le travail au cœur de la création et de la reproduction de la société

Les tâches de soin quotidien et d'éducation représentent une sphère essentielle de l'activité humaine. Au sein du monde capitaliste, elles recouvrent des activités rémunérées ou non, dans ou hors du cadre familial, qui sont indispensables à la reproduction de la force de travail et à son exploitation dans la durée. Avec le Covid-19 et le confinement, la centralité de ce travail de « reproduction sociale » s'est soudain imposée à tou-te-s. À tel point qu'il ne semblait plus nécessaire d'expliquer son caractère indispensable pour l'économie : le rôle essentiel des premières de corvées leur a d'ailleurs valu des applaudissements nourris.

Il en a fallu des efforts et du courage pour maintenir à flot, au plus fort de la crise, des systèmes de santé publique fortement affaiblis par les coupes budgétaires, des dispositifs éducatifs mis à rude épreuve, de même qu'une distribution alimentaire et des services de nettoyage aussi exposés que mal payés, portés en bonne partie par des travailleurs-euses précaires, dont les femmes et les personnes racisées constituent la grande majorité. Sans parler de celles et ceux, travaillant au noir, qui ont perdu leur emploi sans compensation au début du confinement, ni de toutes les femmes dont les tâches domestiques ont explosé au sein de la famille.

Ce travail indispensable au maintien de la vie a été célébré non sans contribuer au passage à conforter l'image traditionnelle de « la femme salvatrice », épouse et mère, comme en temps de guerre, au siècle dernier : la valorisation d'un sacrifice prétendument accepté en lieu et place d'une analyse concrète de conditions de vie et de travail, qu'il convient de mettre en cause radicalement. En effet, à quoi se réfère la notion de reproduction sociale ?

Tout d'abord, dans l'optique du Capital, à la nécessité de reproduire et de reconstituer jour après jour la force de travail dont il tire ses profits (la fameuse plus-value). Dès les années 1960, des féministes marxistes ont développé l'ana-

lyse concrète de ce qu'il faut bien considérer comme la face cachée de l'exploitation capitaliste, en partie sous-traitée sous forme de travail salarié mal rémunéré, voire informel, en partie effectué gratuitement, essentiellement par les femmes, au sein de la famille.

Il n'est pas possible de développer ici dans toute leur complexité les riches débats menés par des auteures comme Johanna Brenner, Susan Ferguson ou Lise Vogel... Ils ont ouvert la voie à une nouvelle génération de féministes marxistes. Ainsi, dans un livre récent, *Social Reproduction Theory. Remapping Class, Recentering Oppression* (2017), Tithi Bhattacharya pointe un enjeu décisif : en réalité, travail productif et reproductif ne font qu'un. Après avoir défini la reproduction sociale comme l'ensemble des activités nécessaires à « produire la vie, la maintenir et garantir la succession des générations », elle poursuit : « le travail humain est au cœur de la création ou de la reproduction de la société dans son ensemble ».

Le travail vivant au cœur du changement social

Le mouvement féministe, tout comme celui pour le climat, s'est saisi du terme de « grève », un mot chargé de l'histoire des luttes du « travail vivant », seul producteur de richesses, pour arracher parfois de maigres victoires aux détenteurs du capital, du « travail mort », résultat de l'exploitation de générations précédentes. Ce faisant, ils-elles cherchaient toujours, même confusément, le chemin de l'émancipation par l'action collective. L'emploi de ce terme revêt une importance toute particulière pour le mouvement féministe, parce qu'il suggère bien que production et reproduction sociale participent d'une « même unité capitaliste » et que, par conséquent, la lutte des classes ne peut en aucun cas faire abstraction de la sphère de la reproduction sociale dans toute sa complexité.

Une idée reprise dans le Projet de résolution sur la nouvelle montée du mouvement des femmes de la Commission femmes de la Quatrième Internationale : « *L'utilisation de l'outil de grève, la centralité des luttes pour la reproduction sociale, l'aspiration à comprendre les processus de production et de reproduction comme un tout intégré, et son fonctionnement comme vecteur de politisation et de radicalisation des masses, font de ce nouveau mouve-*



Grève féministe, Lausanne, 2019.

ment féministe un processus de subjection de classe en soi. [...]».

Les féministes marxistes placent ainsi bien au cœur de leur réflexion le travail humain, compris dans sa diversité et sa globalité, qui repose toujours sur la contradiction capital / travail. En effet, c'est pour faire baisser le prix de la force de travail qu'il achète et augmenter la plus-value qu'il en tire, que le capital vise constamment à réduire le coût de sa reproduction, porté majoritairement par les femmes mal payées ou travaillant gratuitement à produire les services indispensables à la reconstitution et à la pérennité du travail vivant.

Certes, en Occident, en particulier, de nombreuses familles, pour autant qu'elles en aient les moyens, s'appuient sur un travail

salarié domestique, le plus souvent mal payé et informel, qui fait appel pour l'essentiel à des femmes immigrées, racisées, souvent sans statut légal, pour prendre en charge leurs enfants, leurs aîné-e-s, ainsi que des travaux ménagers de tout ordre.

Ces services peuvent être fournis également par des plateformes qui embauchent de faux-ses indépendant-e-s et se dispensent ainsi de toutes charges sociales, voire fiscales, comme UberEats, Deliveroo, etc. Dans les familles des classes populaires, qui y ont moins recours, les hommes prennent d'ailleurs en charge une part plus importante des tâches domestiques, même si les femmes en font toujours plus.

Comprendre le rôle que joue le travail productif et reproductif (salarié et non salarié) pour

assurer l'accumulation capitaliste, c'est aussi comprendre que seul le travail vivant, parce qu'il est la condition même des profits d'une petite minorité d'exploiteurs, est en mesure de renverser le joug du capital, par la lutte collective pour son émancipation. Surtout, seul leur nombre immense et leur position stratégique au cœur des relations de production capitalistes peuvent donner aux travailleuses la force de renverser ce mode de production mortifère et de fonder un ordre social écosocialiste reposant sur l'association libre des producteurs-trices, sur l'égalité femmes-hommes et sur le respect du métabolisme indispensable entre activités humaines et environnement naturel.

Stéphanie Prezioso

LA RÉPUBLIQUE LAVE PLUS BLANC QUE BLANC

En moins d'une semaine, deux personnalités de gauche en France, Danièle Obono députée de la France Insoumise, puis Anasse Kazib, militant du Nouveau Parti Anticapitaliste, ont subi des attaques racistes et réactionnaires. Analyse.

« Relevez quotidiennement les propos racistes et donnez-leur le maximum de publicité. Commentez-les abondamment, interrogez incessamment à leur propos les grands de ce monde et hommes de la rue », disait Rancière en 1997 à propos de la montée des idées de l'extrême droite. Les grands de ce monde, ce sont les éditorialistes qui inondent les chaînes d'information et parmi eux, le rédacteur en chef de *Valeurs Actuelles* Geoffroy Lejeune, embauché comme chroniqueur pour LCI. Il a été écarté de la rédaction suite à la fiction raciste à l'encontre de Danièle Obono, qui a soulevé une vague de colère dans l'ensemble de la société.

Une attaque misogynoir

Peu ont relevé le caractère à la fois raciste et sexiste de ces attaques,

ce que les afroféministes appellent *misogynoir*. Le journal a cependant bénéficié d'une formidable publicité et d'un étalage médiatique continu dans les médias des illustrations et textes, sans ménagement pour les personnes concernées. Cette répétition a pour objectif de rendre banal ce qui ne l'est pas. Pire, le choix d'inviter Geoffroy Lejeune pour défendre sa position fait du misogynoir une opinion. Les « excuses » de ce dernier dépolitisent le problème, le ramenant à une atteinte individuelle. À un niveau plus critique, la palme des soutiens de merde revient au ministre de la Justice, il argumente : « On est libre d'écrire un roman nauséabond, dans les limites fixées par la loi. On est libre aussi de le détester. Moi, je le déteste et suis aux côtés de la parlementaire. »

Or, le racisme n'est pas une affaire de goût ou de point de vue, il n'a pas raison d'être, sauf pour les puissant-e-s. Pour elles-eux, le racisme est une stratégie politique vitale en ces temps de crise. En témoigne l'utilisation du terme « ensauvagement » par le ministre de l'Intérieur, emprunté à l'extrême droite et qui a fait la une de *Valeurs Actuelles*. Là encore il y a une mise en scène d'un faux débat : est-ce qu'il y a montée ou non d'un sentiment d'insécurité ? Cette question normalise un impensé raciste, l'association de la violence aux personnes non-blanches. Que ce soit dans les attaques racistes que subissent les personnes non-blanches ou les déclarations médiatiques des gouvernant-e-s, il y a un refus d'interroger la responsabilité passée et actuelle de l'État français dans le suprématisme blanc.

La lutte contre le racisme transcende-t-elle tous les clivages ? C'est pourtant ce qu'affirme le premier ministre, Jean Castex, dans sa déclaration de soutien à Danièle Obono. Ce n'est qu'au regard de sa position de députée, et de la pression politique à gauche, qu'il s'est senti obligé de réagir.

Idem pour une grande partie de la classe politique qui, à l'égard du commun, s'est illustrée dans la promulgation de lois et politiques racistes. L'une des plus inquiétantes, inspirée par l'extrême droite, est le projet de loi sur le séparatisme religieux, qui vise les musulman-e-s. Ce projet de loi d'exception donne des ailes aux fascistes qui dévoilent leurs intentions réelles. Ainsi un cadre et élu du Rassemblement National a proféré des menaces de mort islamophobes aux relents génocidaires à l'encontre du militant Anasse Kazib. Il a utilisé l'expression de « grand rapatriement ». Elle n'est pas sans rappeler les sombres heures vichystes de l'histoire française qui avaient raflé les juifs-ves et les roms.

Pour une offensive antiraciste

La solidarité qui s'est exprimée depuis un an au sein de la gauche, ainsi que les avancées sur les questions post-coloniales, sur les violences policières racistes et la manifestation contre l'islamophobie peuvent contribuer au renouveau idéologique et militant face aux tempêtes à venir.

Face à la fuite en avant et à la reprise des thématiques de l'extrême droite, il est vital que l'ensemble du mouvement à gauche soit offensif, clarifie sa ligne, et fasse bloc au-delà des calculs électoraux. Il doit permettre l'émergence d'un mouvement antiraciste, dans lequel les personnes concernées doivent jouer un rôle central. Or, la tendance au « tous ensemble » reproduit par défaut des logiques de domination sociale, d'un paternalisme de l'homme blanc. De la même façon qu'il est impensable qu'un mouvement féministe soit mené par des hommes, nous avons besoin d'un mouvement antiraciste, qui mobilise et qui donne une place centrale aux concerné-e-s. Plus ce mouvement aura de force, plus il bousculera la sur-représentation des hommes blancs dans l'ensemble du mouvement social.

Sellouma ■



Danièle Obono lors du rassemblement de soutien, Paris, 6 septembre 2020



Manifestation à Fort-de-France, novembre 2019

Écologie Racisme Martinique

PROCÈS COLONIAL CONTRE DES MILITANTS ANTI-CHLORDÉCONE

En Martinique, la condamnation pénale de cinq militants anti-chlordécone le 28 août dernier a suscité une vague d'indignation au sein de la population. En raison de l'usage effréné de ce pesticide aux Antilles, le nombre de cancer y est beaucoup plus élevé qu'en métropole. Retour sur les enjeux d'un procès colonial.

« La banane chlordécone, l'arme du crime colonial » pouvait-on lire sur une pancarte lors d'une manifestation en Martinique, à la

suite de la condamnation de cinq militants. Cet insecticide, classé cancérigène probable en 1977 et interdit aux États-Unis dès 1978,

a été largement utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993 (1991 en métropole).

Les propriétaires terriens békés, soit les descendants blancs des grands propriétaires d'esclaves, ont en effet fait pression sur les autorités françaises pour pouvoir continuer à ordonner à leurs ouvriers-ères agricoles de l'asperger sur les cultures. Conséquences ? En 2018, une étude montre que le sang de 92 % des Martiniquais-es est contaminé. À cela s'ajoute la pollution des terres, des rivières et des eaux littorales. Au total, au moins 300 tonnes de chlordécone ont été répandues en Martinique et en Guadeloupe.

Les départements d'outre-mer = colonies de l'État français ?

Cet empoisonnement délibéré illustre que les départements d'outre-mer français ne sont en réalité que des colonies restantes d'un État qui s'est construit sur la colonisation et l'esclavage transatlantique. Cette situation néocoloniale des Antilles se manifeste par la situation économique des îles, caractérisée par la culture à échelle industrielle de bananes destinées à l'exportation, et par l'importation depuis la métropole de la grande majorité des biens de première nécessité.

Par conséquent, les écarts de prix entre la métropole et les colonies sont faramineux, avec par exemple un écart de 38,5 % pour les produits alimentaires. En 2009, une coalition de militant-e-s syndicaux-ales et indépendantistes avait d'ailleurs impulsé une grève générale de plus de deux mois aux Antilles, sur le mot d'ordre de la lutte contre le *Pwofitasyon*, l'exploitation outrancière des habitant-e-s et des ressources naturelles des îles.

Le statut colonial des Antilles se manifeste également par la nature et la force de la répression. En plus de la condamnation à des amendes et des peines de prison pour les militant-e-s réclamant justice, on peut citer le cas de Keziah Nuissier, un étudiant de 22 ans – lui aussi sur le banc des accusés – qui a été torturé par la police lors d'une manifestation anti-chlordécone. Il a été roué de coups par des policiers au point de souffrir d'un traumatisme crânien et a été abandonné dans une cellule pendant plus de 48 heures. En outre, il a été victime d'insultes racistes, de menaces de mort et de violences sexuelles.

La violence de l'État s'exerce visiblement autant pour ce qu'il fait (militariser contre le racisme environnemental) que pour ce qu'il est (un homme noir habitant dans un territoire colonisé).

Contre les violences du colonialisme, construire un écosocialisme anticolonial

Cette situation dévoile une violence s'exerçant à différents niveaux. C'est une violence sur les corps, par la violence physique de l'État, mais aussi l'exposition à des substances dangereuses, ou encore l'assignation des descendant-e-s d'esclaves et colonisé-e-s aux travaux les plus dangereux et précaires. Et plus largement, c'est aussi une violence sur l'environnement, comme l'illustre la pollution des Antilles. Les luttes écologiques qui se concentrent uniquement sur ce dernier aspect sont dès lors vouées à l'échec. Par contraste, suivant la voie des militant-e-s antillais-es, c'est un écosocialisme anticolonial qu'il nous faut construire !

Anouk Essyad

À lire notamment : Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale – Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Editions du Seuil, 2019.

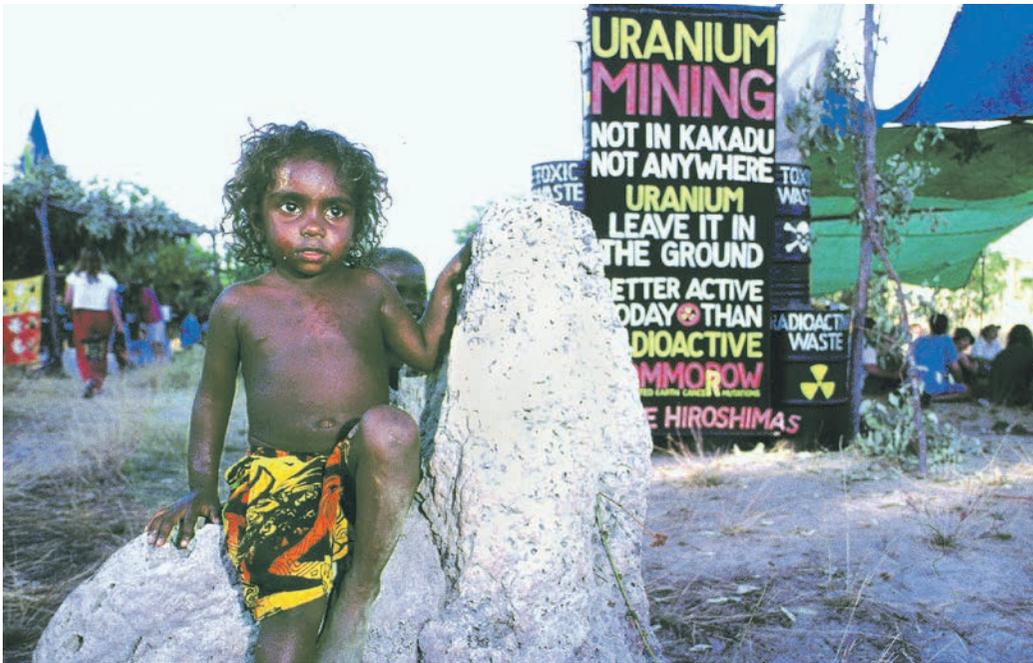
SYNGENTA ATTAQUE VICTORIEUSEMENT UN OFFICE FÉDÉRAL

Le chlorothalonil est un fongicide considéré comme cancérigène. Son utilisation est interdite en Suisse depuis le premier janvier 2020. Les eaux de nombreuses régions de Suisse en sont polluées, ce qui les rend impropres à la consommation.

Mais la multinationale suisse qui le produit a attaqué l'Office fédéral de la sécurité alimentaire, et le Tribunal administratif fédéral vient d'obliger celui-ci à retirer de sa page internet sa réévaluation du produit comme « cancérigène ».

L'entreprise, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards de dollars au premier semestre 2020, évoque les dommages qu'elle subit en termes économiques. Ses dirigeant-e-s rêvent probablement de pouvoir empoisonner les gens en toute tranquillité.

NW



Friends of the Earth

Parc national Kakadou, site de la mine d'uranium Jabiluka, en Australie, 1997

PAS DE FUITE EN AVANT!

« ...La troisième famille est celle d'une technologie dont l'humanité a déjà expérimenté le grand danger trois fois dans la version civile et une fois dans la version militaire : la fission nucléaire qui produit de l'électricité pour la société et du plutonium pour l'armée. Les quatre scénarios du GIEC y recourent tous massivement.

Par rapport à 2010, la part du nucléaire dans la consommation primaire en 2030 augmentera de 59, 83, 98 et 106 %, respectivement dans les scénarios I, II, III et IV. En 2050, ce sera 150, 98, 501 et 468 %. La part du nucléaire dans l'énergie primaire était en 2010 de 4,8 %, correspondant à 400 centrales environ. Il faudra donc construire 200 centrales supplémentaires dans le scénario I et... 1400 centrales supplémentaires dans le scénario IV. Un effort gigantesque pour une contribution fort modeste aux besoins humains, vu que les centrales nucléaires gaspillent en chaleur 70 % de l'énergie qu'elles produisent.

Le développement du nucléaire est la plus dangereuse des fuites en avant [qui découlent] de l'impossibilité pour le système de réduire la production matérielle, donc de renoncer à sa boulimie énergétique ».

Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes*, Textuel, 2020

Nous avons déjà sur les bras des stocks considérables à entreposer et à surveiller en permanence. Les solutions d'enterrement dans d'anciennes mines ou des entrepôts souterrains sont à bannir. Seul un stockage en surface, notamment dans les anciens sites des centrales, pourra permettre une surveillance continue et active.

Réduire massivement la consommation d'énergie grâce à une réduction de la production marchande, produire l'essentiel de cette énergie par de nouvelles techniques (solaire, marée, éolien) présentent une meilleure alternative que l'aventure atomique.

José Sanchez

Écologie

LE MIRAGE DU NUCLÉAIRE

Remplacer la production énergétique issue des matières fossiles par l'énergie nucléaire est parfois présenté comme une alternative crédible voire nécessaire, par exemple par les scénarios du GIEC. La production d'électricité pourrait ainsi respecter les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, et éviter de dépasser l'augmentation de 1,5 °C. Vraiment ?

Solution à court terme ?

La production nucléaire est extrêmement centralisée et possède de grandes capacités énergétiques. Est-elle une solution rapide ? Les constructions des trois sites d'EPR en France, en Angleterre et en Finlande ont révélé au contraire d'immenses difficultés de construction. Les retards de mise en service sont actuellement de 11 à 13 ans. Les coûts initiaux ont aussi explosé, multipliés par un facteur 3 ou 4. La génération d'EPR, censée remplacer les centrales existantes, a surtout démontré l'inaptitude de cette technologie, et cela uniquement pour la mettre en service.

Chèque en blanc au productivisme ?

Les partisan-ne-s du nucléaire se soucient avant tout d'avoir une grande source de production. Le modèle économique capitaliste actuel pourrait ainsi bénéficier d'un remplacement énergétique

presque équivalent et éviter une remise en cause fondamentale sur le type de production et de consommation. Le nucléaire remplaçant le pétrole et le gaz, cela représente simplement une substitution, pas une réduction de la consommation. En se focalisant uniquement sur les émissions de gaz à effet de serre, les partisan-ne-s du nucléaire vont ainsi donner une libre issue au développement du capitalisme et de toutes ses conséquences néfastes.

Ignorer le risque d'accident ?

Le dernier grave accident d'une installation nucléaire s'est produit au Japon en 2011. Même si cette probabilité est très faible, les conséquences seront dévastatrices. Les zones contaminées par la radioactivité deviennent invivables pour de très longues périodes. L'exposition aux rayonnements détruit ou abîme les êtres vivants. C'est un risque qu'une société ne doit

décemment pas prendre. Le cynisme des partisans du nucléaire est anti-humaniste.

Allonger la durée de vie des centrales actuelles accroît ces risques. Ainsi au fil du temps leur sécurité se réduit et l'entretien devient de plus en plus onéreux.

Et les déchets ?

Ce même cynisme se retrouve dans les solutions concernant le traitement des déchets hautement radioactifs des centrales en activité et à l'arrêt. Cette montagne de matière est intraitable. Les solutions d'enterrement spéculent sur une stabilité des terrains que personne ne peut garantir. Tout simplement parce que cela implique de connaître le comportement géohydraulique sur des centaines, voire des milliers d'années. Avec des déchets dont le rayonnement modifie les propriétés des matières qui les entourent.



Jared Kushner et Benjamin Netanyahu à l'ambassade étatsunienne de Jérusalem, 30 août 2020

International **Moyen-Orient**

RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE NORMALISATION AVEC ISRAËL

Le 13 août, les Émirats Arabes Unis (EAU) et Israël ont conclu, sous l'égide des États-Unis, un accord de paix qui approfondit encore le processus de normalisation de l'état d'apartheid, colonial et raciste d'Israël.

Une délégation américano-israélienne sous l'égide de Jared Kushner, conseiller et gendre du président états-unien Trump, s'est d'ailleurs envolée de l'aéroport de Tel Aviv pour celui d'Abu Dhabi quelques semaines après pour deux jours de discussions.

Les EAU sont le premier pays parmi les monarchies du Golfe, et le troisième pays arabe après l'Égypte et la Jordanie, à normaliser ses relations avec Israël. Les deux États entretiennent depuis des années des liens (de moins en moins) officieux. Israël a par exemple prêté main-forte aux EAU en matière de surveillance. Falcon Eye, un système de surveillance civile de masse à Abu Dhabi, a été installé par une société israélienne.

Les EAU étaient également le pays arabe le plus enthousiasmé par le dit « plan de paix » de Trump, surnommé « l'accord du siècle », entre les palestiniens et israéliens, malgré la désapprobation et le refus de la très grande majorité des Palestiniens.

D'autres monarchies du Golfe, comme l'Arabie Saoudite, Bahreïn et le Qatar, entretiennent également des contacts avec Israël depuis les années 1990, par intérêt économique et sécuritaire, mais aussi, pour certains, du fait d'une hostilité commune à l'égard de l'Iran et d'un refus d'une démocratisation de la région. Suite à l'accord du 13 août, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a tenté de convaincre d'autres pays de la

région de suivre l'exemple émirati dans le cadre d'une tournée qui l'a mené au Soudan, à Bahreïn et à Oman.

Le royaume saoudien lui a exprimé son refus de toute forme de normalisation officielle avec Israël, mais sans critiquer l'accord de son allié émirati. Riyad craint en effet d'aviver les contestations au sein de sa population et cherche à maintenir son image de chef de file des « puissances musulmanes ». Bahreïn et le Soudan ont également exclu, pour le moment, tout accord avec l'État israélien.

Cet accord est aussi un moyen de renforcer l'intégration économique d'Israël au sein du Moyen-Orient. Israël pourrait être intéressé par les ressources en hydrocarbures des émirats tandis que ceux-ci seraient prêts à investir dans les secteurs du tourisme et des hautes technologies en Israël.

En réaction à cette officialisation en grande pompe des relations entre les EAU et Israël, des manifestations ont eu lieu dans les territoires occupés palestiniens pour dénoncer cet accord et refuser le processus de normalisation avec l'état d'Israël.

Refusons ce nouveau processus de normalisation de l'État d'apartheid, colonial et raciste d'Israël impliquant un des acteurs principaux de la contre-révolution dans la région, les EAU, en affirmant notre solidarité internationaliste avec la cause palestinienne et les soulèvements populaires de la région.

Joseph Daher

LES INÉGALITÉS AU MOYEN-ORIENT S'ACCROISSENT AVEC LES EFFETS DU COVID-19

Les 21 milliardaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), tous des hommes, ont vu leur richesse augmenter de près de 10 milliards de dollars depuis le début de la pandémie de Covid-19. C'est le double du montant versé par le FMI aux pays de la région pour « les aider à surmonter » cette crise. Dans le même temps, 45 millions de personnes supplémentaires pourraient être poussées vers la pauvreté à la suite de la pandémie.

Avant la crise, le Moyen-Orient était déjà une des régions les plus inégalitaires du monde avec 10% de la population contrôlant 76% de tous les revenus.

Les effets de la pandémie se font sentir à tous les niveaux. Les envois privés de fonds par les travailleurs-migrants, qui représentent 5,7% du PIB, devraient baisser de près de 20%. 1,7 million d'emplois devraient être perdus, dont 700 000 emplois occupés par des femmes.

Sur les 16 millions de travailleurs informels estimés au Moyen-Orient, 89% seront gravement touchés et ne bénéficieront d'aucune protection sociale.

La situation, déjà souvent très difficile, des réfugiés et des travailleurs-migrants a encore été aggravée par les mesures des gouvernements de la région, accompagnées très souvent de discours et de pratiques racistes à leur encontre.

Les effets de la pandémie n'ont fait que renforcer la situation socio-économique catastrophique des classes populaires régionales héritées de décennies de politiques économiques néolibérales des gouvernements et régimes de la région. JD

TÉMOIGNAGES DE PRISONNIERS POLITIQUES ARGENTINS SOUS LA DICTATURE

Les Editions de l'Aire ont publié un ouvrage recensant les témoignages des prisonniers de la prison de Coronda (Argentine), sous la dictature militaire. Notre journal s'est entretenu avec un protagoniste de ces événements, Sergio Ferrari, journaliste vivant en Suisse.

Quel fut ton militantisme dans l'Argentine du début des années 1970 ? Début 1971, les universités de Santa Fe (et d'autres provinces) furent occupées pour exiger l'accès totalement libre au niveau académique. À l'âge de 17 ans, je me suis engagé dans ce mouvement. À la mi-1971, tout en militant à l'université, cinq camarades (dont moi-même) ont commencé à accompagner des familles pauvres de la banlieue de Rosario (éducation des adultes, revendication d'améliorations sanitaires,

etc.). En octobre 1971, cette activité me valut d'être emprisonné durant quelques jours.

Dès 1973, je fus l'un des porte-parole de la Jeunesse universitaire péroniste à Rosario. Fin 1974, menacé par un groupe paramilitaire d'extrême-droite, la Triple A, j'ai rejoint une autre zone de Rosario pour y renforcer l'organisation syndicale. Le 10 mars 1976, je fus arrêté avec mon frère Claudio. Deux semaines plus tard, eut lieu le coup d'État instaurant la dictature génocidaire.

Quelle était la situation politique du pays avant le coup d'État ? Le gouvernement était dirigé par Isabel Perón (qui succéda à son époux, Juan Domingo Perón, décédé en juillet 1974). Il y avait une énorme polarisation politique et sociale et une répression sélective menée par les groupes paramilitaires. En juin 1975, le gouvernement appliqua un ajustement économique brutal en doublant les prix, ce qui suscita une grande mobilisation sociale. Les organisations politiques (péronistes et non-péronistes) se radicalisèrent. On sentait déjà l'atmosphère putschiste du 24 mars 1976.

Quelles furent vos conditions de détention ? Après le coup d'État, les militaires firent de la prison de Coronda – une localité du nord de la province de Santa Fe (120 km au nord de Rosario) – un «laboratoire» de destruction physique et psychologique des détenus, qui devait être appliquée à d'autres prisons. Elle était dirigée par la Gendarmerie nationale (un appendice de l'armée, connu pour sa brutalité). Ce régime nous isolait du monde extérieur: 23 heures d'enfermement dans une cellule de 2,50 m. sur 3,50 m. Tout était interdit: pas de lecture, pas d'activité physique, interdiction de parler, de siffler ou de chanter dans les cellules. On nous châtiât arbitrairement. Nous perdions le droit aux visites (15 minutes, tous les 45 jours, à travers des vitres et sans contact physique avec

nos familles). Ils voulaient nous détruire psychologiquement et politiquement, afin que les 1153 prisonniers de Coronda, ne recommencent pas à militer. Ils ont échoué!

Comment les détenus se sont-ils organisés ? L'unité fut la clé de la résistance. Dans le quartier n°5 (les «irré récupérables»), nous avons formé une «troïka» composée des Montoneros [*Guérilla de gauche, se réclamant du péronisme Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT): parti marxiste, sa branche militaire était l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP)*], du PRT-ERP et de Poder Obrero [*organisation socialiste révolutionnaire*]. Nous menions ensemble toutes les actions de résistance, dont la communication. Nous avons inventé un petit instrument, le «périscopes», pour regarder sous la porte de nos cellules afin de contrôler les mouvements des gardiens. Ainsi, nous parlions par les fenêtres ou par les tuyaux des WC, nous faisons de la gymnastique, nous chantions, nous riions. Cela permit de rompre l'isolement auquel les militaires nous avaient condamnés. Le directeur de la prison m'avait dit: «Vous sortirez d'ici fous ou morts.» Notre livre répond à cette menace: *Ni fous, ni morts...* et la majorité d'entre nous continuent à militer en faveur d'un autre monde possible!

Comment est-il possible que les chefs de la prison de Coronda aient été jugés et condamnés ? En 2003, à l'initiative du président Nestor Kirchner, le parlement annula les lois d'auto-amnistie promulguées après la chute de la dictature, ce qui permit la reprise des jugements pour crimes contre l'humanité. Ainsi, les deux commandants de gendarmerie ayant dirigé la prison de Coronda ont été condamnés en 2018 à 22 et 17 ans de prison pour crimes contre l'humanité et pour les quatre morts survenues à Coronda.

Propos recueillis par Hans-Peter Renk ■



Collectif (El Periscopio), *Ni fous, ni morts: prisonniers politiques sous la dictature argentine, Coronda, 1974-1979*, Vevey, Ed. de l'Aire, 2020

SPLEEN FRONTALIER

Les parents des trois personnages du roman *Les Nuits d'été* ont trimé dans une usine du Jura suisse. Elle-Eux essaient d'échapper au précarité.

Louise, Mehdi et Thomas ont grandi dans une zone pavillonnaire d'une ville française proche de la Suisse. Les deux jeunes hommes se sont fait embaucher comme intérimaires de nuit dans l'usine jurassienne Lacombe SA, celle-là même dans laquelle leurs pères ont travaillé toute une vie en

échange d'une petite élévation sociale et du rêve de permettre à leur progéniture d'échapper à leur milieu social. Mais le monde a changé et cette perspective est bien lointaine.

Le livre évoque longuement l'aliénation du travail où l'humain n'est que l'extension de machines capricieuses et plus

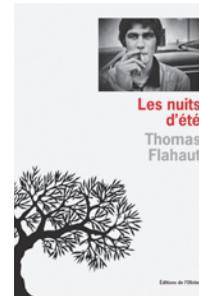
généralement la dureté d'une vie qui s'annonce comme succession de postes précaires. Dans ce contexte, la possibilité de la lutte collective semble impossible, car comme le dit Mehdi: «*Quand t'es intérimaire, t'as beau faire le travail d'un ouvrier, t'es pas un ouvrier. C'est un vieux mot de toute façon. Il est presque plus utilisé. Ton frère, il l'utilise. Parce qu'il doit rêver du communisme ou un truc comme ça.*»

Échanger des baisers passionnés dans les terrains vagues derrière des zones commerciales ou dans des usines en ruine, danser sur des musiques tristes leur redonne un peu de l'énergie que leur labeur leur arrache.

Louise, qui s'en sort le mieux, écrit une thèse sur les travailleur-euses frontaliers-ères,

celles et ceux à qui des Suisses «*adressent des doigts d'honneur*», se plaçant, par ce geste «*du côté des chefs, de ceux qui dirigent les usines*». Ce roman mélancolique, parsemé d'éléments autobiographiques, donne à ressentir la dureté de vies que les initiatives xénophobes de l'UDC visent à rendre encore plus précaires.

Niels Wehrspann



Thomas Flahaut, *Les Nuits d'été*, éd. de l'Olivier, 2020

LE DERNIER BUT DE L'AUTRICHE

Roman historique qui nous immerge dans Vienne la rouge. L'espoir d'un monde meilleur traverse aussi les équipes de football, sport du prolétariat masculin.

La chute de l'empire austro-hongrois en 1918 ouvre une nouvelle période politique à Vienne. Le parti social-démocrate gagne les élections municipales au printemps 1919 et restera majoritaire jusqu'à l'écrasement militaire de 1934. Les familles ouvrières s'entassaient dans des taudis. Face à la pénurie et la vétusté de l'habitat, la nouvelle municipalité lance

un vaste plan de constructions. 63 000 logements avec de bas loyers voient le jour. Le symbole de cette politique sera l'ensemble Karl-Marx-Hof.

Sur des terrains vagues, des gamins courent après des boules de tissu. Dans cette grisaille, un frêle joueur va révolutionner le football par ses feintes, ses dribbles et sa vitesse de jeu. Le

club de l'Austria Wien a recruté le jeune Matthias Sindelar. Surnommé «l'homme de papier», parce qu'il s'infiltrait dans toutes les défenses. L'équipe d'Autriche deviendra le *Wunderteam* et dominera les compétitions.

Ce visionnaire d'un beau jeu collectif ne va pas seulement porter au sommet l'art de son sport. Il suit de près les idées politiques et la montée de la violence nazie. L'armée bombarde les quartiers ouvriers de Vienne en février 1934 pour écraser une grève générale.

Le courage de défier les consignes des nazis

Au moment de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, les responsables nazis ont l'idée de sceller

cette «union» par un dernier match de l'équipe d'Autriche le 3 avril 1938 au Praterstadion de Vienne.

Pour les organisateurs de cette opération de propagande, il ne peut y avoir de vainqueur et ils le font clairement savoir à Sindelar, qui exige tout d'abord de jouer avec les couleurs autrichiennes.

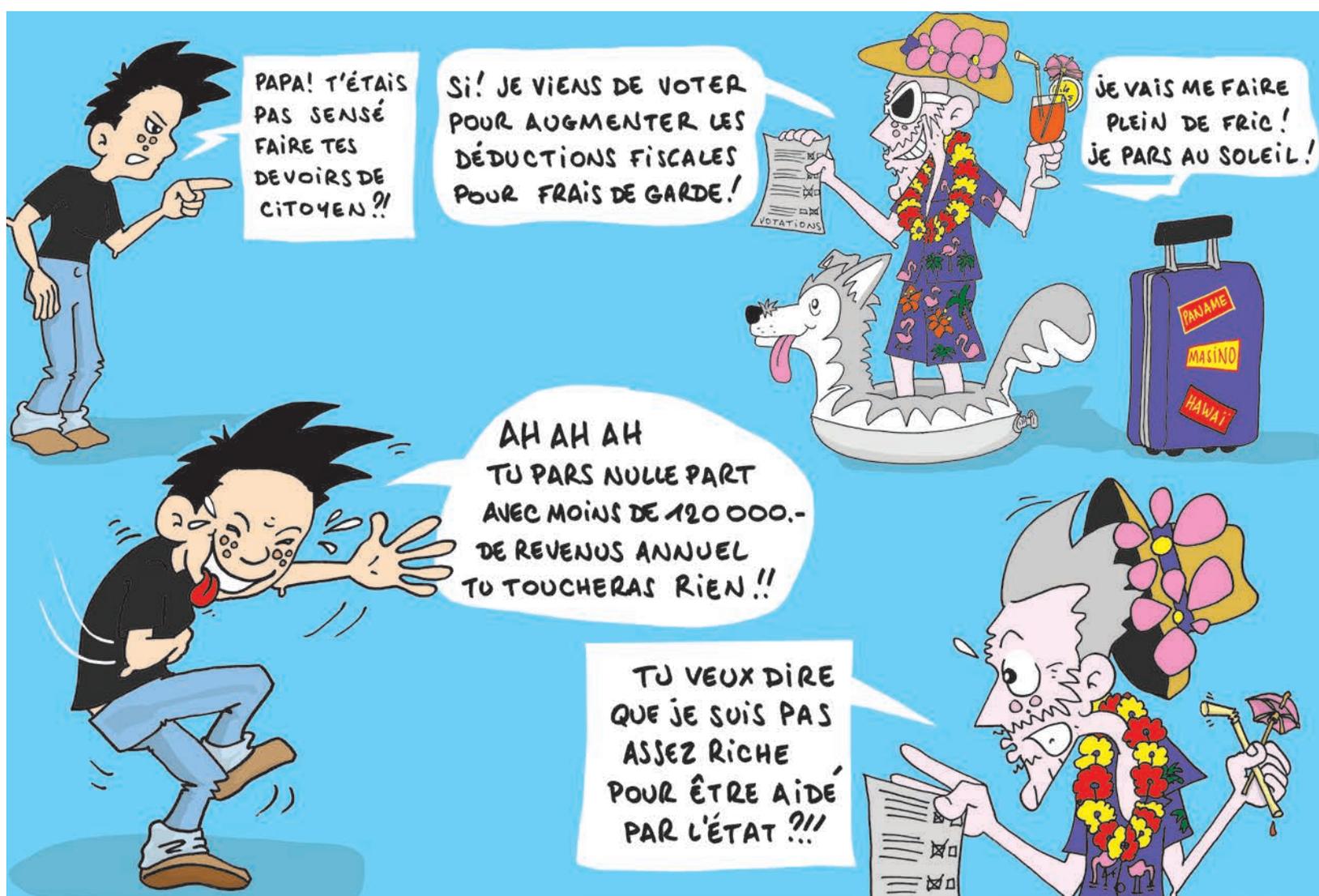
Ensuite, pour les nazis, arrive l'inimaginable. Sindelar ouvre le score. L'Allemagne est battue devant 60 000 personnes. Après cet affront au Reich, Sindelar refuse son transfert dans un club de Berlin. Sa mort suspecte, officiellement présentée comme un suicide, quelque mois plus tard, provoquera une dernière manifestation à Vienne. Plus de 20 000 personnes suivront son ombre immobile vers le Cimetière central.

80 ans après, sa tombe est toujours fleurie, et le 23 janvier des dizaines, parfois de centaines de personnes, lui rendent encore un hommage.

José Sanchez



Olivier Margot, *L'homme qui n'est jamais mort*, JC Lattès, 2020



solidarités

374
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 **Agenda**
- 3 **Une révision fiscale à rejeter**
- 4 **Le mirage du nucléaire**
- 5 **La pression monte contre l'aéroport de la Blécherette**
Ta main dans mon verre, mon poing dans ta gueule!
- 6 **L'énergie et la moindre mesure**
Transports publics et gratuits
- 7 **Budget 2021: une déclaration de guerre contre les salarié.e.s**
23 francs, c'est un minimum!
Les entraves au droit de manifester continuent
- 8 **Comment venir à bout d'un capitalisme mortifère?**
- 10 **Procès colonial contre des militants anti-chlordécone**
Syngenta attaque victorieusement un office fédéral
- 11 **Fora Bolsonaro-Mourão: organisons la solidarité internationale**
Recul du droit à l'avortement
- 12 **La République lave plus blanc que blanc**
- 13 **Renforcement du processus de normalisation avec Israël**
- 14 **Témoignages de prisonniers politiques argentins sous la dictature**
- 15 **Spleen frontalier**
Le dernier but de l'Autriche

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTEN NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant.e-s, AVS, AI Chômeurs.euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40